

Rwanda : à l'issue de sa visite à Paris Le président Habyarimana se déclare favorable à une négociation avec les rebelles dans un cadre régional

Le Monde, 20 octobre 1990

A l'issue de son entretien, jeudi 18 octobre à Paris, avec le président François Mitterrand, le chef de l'Etat rwandais, M. Juvenal Habyarimana, s'est déclaré prêt à étendre l'ouverture politique à l'ensemble de l'opposition interne et externe. D'autre part, il a indiqué avoir informé le chef de l'Etat français de l'initiative de la Belgique, qui suggère l'envoi au Rwanda d'une force d'interposition de la Communauté économique européenne (CEE) pour contrôler un éventuel cessez-le-feu entre les belligérants.

Selon le président rwandais, la composition de la force d'interposition fera l'objet de discussions entre le premier ministre belge, M. Wilfried Martens, les autres membres de la Communauté européenne et les dirigeants des pays voisins du Rwanda.

Il reste qu'en l'état actuel des structures européennes, aucun cadre juridique ne se prête à la constitution d'une telle force.

Concernant le problème des réfugiés rwandais estimés à deux millions de personnes, et qui forment le gros des troupes rebelles qui ont pénétré au Rwanda début octobre, le président Habyarimana a fait preuve de davantage de souplesse. « *Le Rwanda est prêt à accueillir tous les réfugiés qui voudraient revenir à l'intérieur* », a-t-il affirmé. Les négociations avec les rebelles pourraient constituer l'un des éléments d'un programme de réforme politique qui devrait conduire, d'ici à 1992, à un référendum sur une Constitution autorisant l'existence de plusieurs partis politiques.

Le président rwandais a cependant déclaré qu'il cherchait toujours

à obtenir une condamnation de l'invasion par le Conseil de sécurité de l'ONU. Son homologue ougandais, le président Yoweri Museveni, lui aurait confirmé que beaucoup de rebelles étaient d'anciens militaires de l'armée régulière ougandaise, qui « *ont déserté et ont volé des armes* ». Selon des sources diplomatiques belges à Nairobi (Kenya), les deux chefs d'Etat auraient conclu un accord prévoyant l'organisation d'une confé-

rence régionale pour régler la crise au Rwanda. Cette conférence réunirait le Rwanda, l'Ouganda, le Zaïre, le Burundi, la Tanzanie et le Kenya, a-t-on précisé de même source.

On semble donc se diriger vers une solution négociée, à l'échelle régionale, dont les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ne seraient pas exclus. Mais ces derniers n'ont pas encore fait connaître leur position. (AFP, Reuter.)